

Islam : demande sociale et recherche universitaire

Il y eut un temps où la question de l'indépendance ou de la conciliation des points de vue entre recherche universitaire et 'demande sociale' ne se posait guère. L'université, les institutions de recherche, n'étaient que la pointe la plus active des débats qui se déployaient dans l'ensemble de la société. S'y opposaient des familles idéologiques, des intérêts scientifiques, parfois des générations – rarement l'université au 'pays', les 'têtes d'œufs' aux 'cols rouges', pour traduire de l'américain des années cinquante du siècle dernier. Mais ce qu'on décrivait voici cinquante ans comme 'crise' populiste passagère est presque devenu la norme d'une fracture durable entre 'élites' et 'peuple'. L'Islam en est un bon exemple. Toutes les études, toutes les mises en garde, toutes les précautions inlassablement répétées des chercheurs n'ont pas empêché une dégradation profonde de la vision du monde musulman en Occident (et ailleurs), de la condamnation initiale d'al-Qa'ida à la mise en cause d'une religion, d'une histoire et d'une civilisation dans son ensemble. Le discours universitaire, dans la mesure où il lutte contre ces vues ou les contredit, est de plus en plus perçu comme une langue de bois, qui s'efforce de jeter un voile politiquement correct sur une réalité crue.

A l'inverse, dans les pays musulmans, le progrès économique et l'extension des classes moyennes conduit à une reconquête de 'valeurs islamiques' dont l'objet principal est de contester celles de l'Occident. Le néo-ottomanisme turc, les 'valeurs asiatiques' malaisiennes sont des traductions atténuées du discrédit massif des 'thèses occidentales' qui culmine, dans les enquêtes d'opinion en Egypte, Turquie ou Pakistan, en refus d'admettre la réalité des attentats jihadistes ou de la responsabilité qu'y assument des musulmans. Là encore, des universitaires généralement moins sensibles à la thèse du complot généralisé de l'Occident sont contestés dans leur savoir même. L'opposition idéologique semble compenser l'homogénéité croissante des modes de vie. Là où la globalisation économique semblait introduire les principes d'un consensus, la parole contenue des majorités rétablit la distance et le conflit.

Comment analyser ces phénomènes ? Le chercheur doit-il se contenter, se contente-t-il en fait, de les analyser ou lui revient-il d'entrer dans l'arène ? Et dans ce cas, doit-il le faire, le fait-il, en tant que citoyen, ou au nom de l'autorité que lui donne sa recherche ? Doit-il contourner le débat et réserver les propos 'sensés' du savant aux cercles politiques où se prennent les décisions, aux cercles médiatiques où s'élaborent les éditoriaux ? Lui faut-il viser à une parole d'autorité plus qu'au débat ?

De fait, la question ne se poserait pas telle que nous la posons s'il n'avait émergé depuis quelques décennies une 'demande sociale' dont un milieu d'intermédiaires (revues, journaux, blogs, pages d'opinions ouvertes aux commentaires des lecteurs) s'est arrogé la charge, puis le monopole, non sans encourir souvent le même reproche de 'langue de bois' que la recherche académique. Un des vrais problèmes de l'alternative (discours universitaire et demande sociale), c'est l'identification de cette 'demande sociale' assumée par des médias supposés poser les questions du 'peuple', mais souvent aussi impuissants que les chercheurs à faire entendre leurs réponses.